

Informations Complémentaires

Les policiers ont quitté les lieux le 21 juin vers 17h30. Des membres de WOZA sont alors rentrés dans la maison peu de temps après, afin de vérifier l'état des lieux et pour enlever le pick-up qui était resté dans la cour durant l'occupation de la police. En pénétrant dans la maison, ils ont été accablés par une odeur piquante de produit chimique, et trois d'entre eux se sont immédiatement sentis étourdis et nauséux. Ils ont quitté les lieux et ont garé le pick-up dans un lieu sûr.

Le lendemain, le 22 juin 2011, ils sont retournés à la maison. Toutefois, ils se sont de nouveau sentis étourdis, pris de vomissements, de diarrhée et d'évanouissements. Tous les défenseur-ses des droits humains ont quitté l'hôpital et ont envoyé une lettre de plainte à la police et au tribunal.

Les policiers avaient occupé les locaux après être entrés par effraction, le 10 juin, sans aucun mandat. Une décision de la Cour du 20 juin 2011, a ordonné à la police d'évacuer les lieux et de "s'assurer que rien n'est enlevé de la propriété sans y être explicitement autorisé". En dépit de cette décision de la Cour, WOZA a constaté qu'il manquait certains documents et deux téléphones portables, et que des cartes que les membres d'Amnesty International ont envoyé à WOZA ont été enlevées de leurs enveloppes et remplacées par des préservatifs. Il y avait de la cendre partout sur le sol du salon, comme si quelque chose avait été brûlé dans la cheminée. Un document intitulé "Principal agenda" a été dissimulé à plusieurs endroits de la maison. De plus, en examinant le pick-up de près, les défenseur-ses des droits humains ont découvert deux balles de 38 mm et un objet en métal, qui ressemblait à un roulement à billes, dissimulés à l'intérieur.

Une semaine plus tôt, le 14 juin 2011, en recevant une copie du recours en Justice, un policier qui était nommé dans la déclaration de WOZA, s'est plaint à un représentant de Zimbabwe Lawyers for Human Rights, qui assiste WOZA dans les procédures judiciaires, et a menacé qu'il allait maintenant "s'occuper personnellement de [Jenni] Williams". Mme Jenni Williams est Coordinatrice Nationale de WOZA.

Une semaine après avoir quitter les locaux de WOZA, la police a tenté de convoquer Jenni Williams. La convocation portait sur des faits datant de 2008. WOZA craint qu'une nouvelle affaire ne soit ouverte contre l'organisation.

Les membres de WOZA sont victimes de harcèlement, menaces, passages à tabac, arrestations et procès, depuis la fondation de l'organisation en 2003. Jenni Williams est particulièrement ciblée par des menaces et des arrestations. Front Line a déjà lancé des appels en sa faveur, y compris le 22 septembre 2010 après son arrestation. Front Line pense que la suspicion d'empoisonnement avec des produits chimiques dissimulés dans les locaux de WOZA a un lien direct avec son travail en faveur des droits humains. Front Line est profondément préoccupée pour l'intégrité physique et psychologique des membres de WOZA, qui ont été exposés à une substance inconnue détectée après le départ de la police.